

TOUS EN GREVE MARDI 27 NOVEMBRE !

Le gouvernement vient d'annoncer un nouveau plan d'austérité sous la forme d'un « pacte de compétitivité » : crédit d'impôt de 20 milliards d'euros aux entreprises financé par la hausse de la TVA et une nouvelle réduction de 10 milliards d'euros de la dépense publique. Une fois de plus les salariés sont mis à contribution pour accélérer le désengagement des entreprises dans le financement de la protection sociale.

Pour toute la fonction publique, cela signifiera la poursuite du blocage des traitements et des pensions, de nouvelles suppressions d'emplois et réductions budgétaires.

A la DGFIP pour l'an prochain, 2023 suppressions d'emplois sont prévues: -159 A+, -497 A, -1033 B, -334 C.

Combien dans notre département qui a déjà supporté 309 suppressions d'emplois depuis la fusion et qui est confronté à un sous-effectif permanent ?

Les personnels constatent chaque jour la dégradation de leurs conditions de travail. A l'accueil la fréquentation explose, les tensions se multiplient. Partout la pression des indicateurs se fait pesante, aggravée par les nombreux audits.

Les agents ont conscience d'avoir les plus grandes difficultés à effectuer pleinement l'ensemble des missions du service public.

Le budget 2013 prévoit la réduction de 7 % des moyens de fonctionnement alors qu'en 2012 les crédits ont déjà subi une contraction de 11%.

Le gouvernement a annoncé le lancement d'une politique dite de « *modernisation de l'action publique ...inscrite dans le cadre respectueux de la trajectoire de redressement de nos finances publiques* », c'est-à-dire de l'austérité renforcée. Cette politique s'articule étroitement avec l'acte III de la décentralisation au sujet duquel un projet de loi est en préparation. Les régions auront la possibilité d'expérimentation et de déroger aux lois et règlements nationaux. Il est question de mobilité interministérielle, de fusion des corps administratifs et de rapprochement des régimes indemnitaires.

Et c'est dans ce cadre que le DG va procéder à la définition d'une « démarche stratégique » qui portera sur les méthodes, le réseau, les missions, les rapports avec les usagers. Un projet définitif sera finalisé en mars-avril 2013 et soumis au ministre.

Austérité, Acte III de la décentralisation, « démarche stratégique » : nos emplois, nos missions, le réseau, le statut général et nos statuts particuliers, nos conditions de travail sont en ligne de mire.

Le ministre revient sur les engagements pris par son prédécesseur en matière de plan de qualification 2012 et 2013 et l'on apprend que contrairement à l'assurance qui avait été donnée, la Prime de Fonctions et de Résultats s'appliquera à la DGFIP.

Dans le département, comme au niveau national, l'administration poursuit les restructurations contre l'avis des agents et des représentants du personnel ; fusion de secteurs, d'IFU et de FI, transfert des brigades domaniales, centralisation de l'affranchissement du cour-

rier, persistance des dysfonctionnements de Chorus, fermeture de la recette municipale de Vanves.

Conséquences des suppressions d'emplois, les droits et garanties collectives sont de plus en plus remises en cause, congés et autorisations d'absence par exemple.

Face à cette situation, seule la mobilisation des personnels permettra de mettre un coup d'arrêt à la logique de la régression dans tous les domaines et ouvrira la voie à la satisfaction des revendications.

Pour :

- ⇒ l'arrêt des suppressions d'emplois et le pourvoi de tous les postes vacants, les créations d'emplois à hauteur des besoins,
- ⇒ l'arrêt du blocage du point d'indice, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, l'abrogation de la journée de carence,
- ⇒ l'accès automatique au 8ème échelon du grade d'AAP1 de la catégorie C,
- ⇒ le respect du plan de qualification ministériel 2012 et 2013,
- ⇒ l'abandon de la Prime de Fonctions et de Résultats,
- ⇒ le maintien de toutes les implantations, dans le 92 maintien de la Recette Municipale de Vanves,
- ⇒ le maintien de toutes les missions de la DGFIP en son sein, contre tout transfert ou externalisation,
- ⇒ la défense du statut général et de nos statuts particuliers,
- ⇒ l'arrêt immédiat des restructurations, des fusions et des transferts de services.

Tous en grève le mardi 27 novembre !

à l'appel de toutes les organisations syndicales de la DGFIP

Un rassemblement est prévu à Bercy

Participez aux heures mensuelles d'information.

La section CGT propose aux autres sections syndicales de préparer ensemble la grève du 27.

CGT Finances Publiques 92

Mél : cgt.ddfip92@dgfip.finances.gouv.fr

Site : www.financespubliques.cgt.fr/92/